

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 28/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAS RAMBOUILLET NATURE**

Route du Coin du Bois  
78120 Sonchamp

Code AIOT : 0006506732

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement ESPACE RAMBOUILLET implanté Route du Coin du Bois 78120 Sonchamp. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été effectuée en prévision de la réouverture du parc au public le 7 avril 2023, après une interruption de service d'environ un an et demi et a été l'occasion de bénéficier d'une visite de l'ensemble des installations du site. La reprise de l'activité est conduite par la SAS Rambouillet Nature qui a obtenu auprès de l'Office national des forêts un contrat de concession de service d'une durée de 30 ans.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESPACE RAMBOUILLET
- Route du Coin du Bois 78120 Sonchamp
- Code AIOT : 0006506732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'ESPACE RAMBOUILLET est un parc zoologique présentant des cervidés et des suidés dans un contexte forestier naturel, ainsi que des rapaces au travers d'un spectacle en vol. La présentation au public des oiseaux de proie justifie le classement de l'établissement sous la rubrique 2140 de nomenclature des ICPE, sous le régime de l'autorisation.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Enceinte de l'établissement ;
- Secours aux visiteurs ;
- Soins et alimentation des animaux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection a permis de prendre la mesure du niveau de préparation de l'exploitation dans le cadre de la prochaine réouverture au public du parc. Beaucoup de points restent à mettre en place avant l'accueil du public (poste de secours, clôtures des enclos des daims, petit train électrique, etc.), un nouveau contrôle sera par conséquent diligenté avant la réouverture.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Alimentation	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Enceinte de l'établissement	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2	/	Sans objet
2	Secours	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7	/	Sans objet
3	Soins aux animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16	/	Sans objet
4	Alimentation	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 19	/	Sans objet
6	Alimentation	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21	/	Sans objet
7	Alimentation	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 22	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en lumière de manquement majeur à la réglementation applicable au titre des ICPE, qui s'opposerait à la réouverture du parc.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Enceinte de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les limites des établissements sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes.  Toutefois l'enceinte extérieure peut ne pas être différente de celles des enclos, notamment dans le cas des enclos d'une surface supérieure à deux hectares, si ses caractéristiques lui permettent de prévenir les évasions des animaux hébergés, les pénétrations non contrôlées de personnes ou d'animaux étrangers à l'établissement, les perturbations des animaux du fait de personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et qu'elles garantissent la sécurité des personnes.  La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1,80 mètre.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que l'ensemble du périmètre de l'établissement est clos d'un grillage d'une hauteur supérieure à 1,8 mètres. Cette clôture « périmétrique » constitue une bonne partie de l'enclos de la Forêt sauvage d'une surface supérieure à 2 hectares où évoluent des cervidés et des suidés. L'exploitant indique que le site se trouvant en milieu forestier, les enclos font l'objet de contrôles réguliers pour détecter les dégâts pouvant en particulier être occasionnés par les chutes d'arbres et que la fréquence des contrôles est augmentée si la situation météorologique l'exige. L'équipe d'inspection a contrôlé par sondage la hauteur et l'état de cette clôture sans constater de manquement et a constaté que l'exploitant disposait de matériel lui permettant d'effectuer une réparation de fortune de la clôture dans l'attente d'une réfection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Organisation des secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan de secours [...].  Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste.  Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins.  Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait visiter à l'équipe d'inspection les locaux où sera installé le poste de secours. L'exploitant déclare qu'à la reprise d'activité du site, au moins 3 personnes seront formées aux premiers secours.  L'équipe d'inspection consulte le plan de secours qui contient une fiche intitulée « Grille d'évaluation des risques » récapitulant l'ensemble des risques encourus sur site. Chaque risque donne lieu à une fiche d'intervention listant les dispositifs d'alerte, les actions à mettre en œuvre et les éléments de prévention permettant de minimiser le niveau du risque.  L'équipe d'inspection recommande à l'exploitant d'améliorer la mise en forme de son plan de secours pour permettre au personnel en situation d'urgence de trouver plus facilement la ou les fiches correspondant à l'incident/accident qui se déclarerait. Par exemple, l'utilisation de pictogrammes illustrant le type de risque et/ou d'onglets intercalaires accélérerait l'utilisation du plan de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Soins aux animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 16
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Surveillance quotidienne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les animaux sont observés au moins quotidiennement par le personnel chargé directement de leur entretien.  Une surveillance destinée à détecter l'apparition d'anomalies comportementales est notamment effectuée.  Les facteurs provoquant ou favorisant les anomalies comportementales doivent être recherchés et les mesures nécessaires à leur correction doivent être mises en œuvre.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que les oiseaux des volières sont observés quotidiennement par les soigneurs au cours de rondes pour détecter les comportements anormaux (nourriture non consommée, attitudes inhabituelles, blessures, etc.). Ces rondes ne sont pas ordinairement tracées si ce n'est au travers du cahier de « suivi nourrissage ».  L'exploitant déclare ne pas remarquer de comportements anormaux, si ce n'est une récente nervosité des oiseaux liée à la reprise de l'activité du site (travaux générés par la réouverture du parc après un an et demi d'inactivité).  L'exploitant déclare compter parmi son personnel le Président de la Commission des voleries françaises (commission de l'Association Française des Parcs Zoologiques) qui avait été mise en place à l'initiative de l'intéressé. Cette commission qui se réunit annuellement dans une volerie membre permet notamment les échanges de connaissances et de bonnes pratiques concernant les animaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Alimentation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 19
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Nutrition
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des programmes étendus de nutrition pour chaque espèce ou groupe d'espèces sont mis en œuvre dans le but de fournir une alimentation suffisamment abondante, saine, équilibrée et de qualité répondant aux besoins de chaque espèce.  Les régimes alimentaires des espèces détenues sont établis en tenant compte des connaissances scientifiques et techniques ainsi que des progrès réalisés en matière de nutrition animale. Leur impact sur l'état de santé des animaux est évalué.  L'abreuvement est assuré par une eau saine, renouvelée fréquemment, protégée du gel et constamment tenue à la disposition des animaux.  L'approvisionnement en aliments est maîtrisé aux fins d'assurer sa continuité et la qualité des aliments fournis. Les aliments répondent à des critères de qualité définis, régulièrement vérifiés par le personnel de l'établissement.
<b>Constats :</b> Pour les mammifères, l'exploitant délivre un complément alimentaire à base de granulés, de grain et de foin. L'abreuvement des animaux est assuré par les mares présentes dans les différents enclos ou par des points d'abreuvement.  L'exploitant déclare que l'alimentation des rapaces est variée (souris, poissons, poussins, etc.), un réapprovisionnement est assuré mensuellement par un prestataire. L'exploitant déclare mettre de l'eau à disposition des oiseaux mais que ces derniers n'en consomment pas du tout en période froide et très peu en période chaude, les apports en eau étant essentiellement assurés au travers de l'alimentation solide.  La présence d'un vétérinaire sur site 3 à 4 fois par semaine permet à l'exploitant de disposer d'un conseil en matière d'alimentation des animaux (qualité, quantité, fréquence). Par ailleurs, la participation d'une personne de l'établissement à la Commission des voleries françaises permet un échange de bonnes pratiques et le partage des connaissances notamment en matière de nourrissage des rapaces.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Alimentation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Stockage et préparation des aliments
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les établissements disposent de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture.</p> <p>Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments.</p> <p>La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée.</p> <p>Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement.</p> <p>Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.</p>
<p><b>Constats :</b>  Pour le stockage de la nourriture des mammifères, l'établissement dispose d'une zone technique comptant un silo à granulés, ainsi qu'un hangar de stockage de foin et de grain. L'alimentation des cervidés et suidés ne requiert aucune préparation et ne produit pas de déchets.</p> <p>Concernant les oiseaux, l'équipe d'inspection constate que les conteneurs de stockage de leur nourriture sont équipés de thermomètres affichant, à l'extérieur, la température mesurée à l'intérieur de l'enceinte frigorifique. L'auvent qui abrite ces conteneurs se prolonge pour accueillir une cuisine d'extérieur où est préparée la nourriture.</p> <p>L'équipe d'inspection constate que l'ensemble de ces locaux et équipements présente un niveau de propreté satisfaisant. .</p> <p>L'équipe d'inspection attire néanmoins l'attention de l'exploitant sur l'absence d'enregistrement de la température des enceintes frigorifiques. Un dispositif permettant de savoir si la température n'est pas remontée au-delà d'un seuil critique offrirait une garantie supplémentaire pour la qualité de l'alimentation des oiseaux.</p> <p><b>Non-conformité N° 2023-0316-NC-1 :</b> Une des enceintes frigorifiques est constituée de deux compartiments dont l'un sert au stockage de nourriture et l'autre à l'entreposage des carcasses des oiseaux morts avant leur récupération par l'équarrisseur.</p> <p>L'enceinte ne disposant que d'un seul système de réfrigération, la paroi entre les deux compartiments est en partie ouverte pour permettre l'homogénéisation de la température. Cette disposition n'est pas conforme aux exigences de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 car ce local n'est ainsi pas « réservé » au seul stockage de la nourriture.</p> <p>L'exploitant doit corriger cet écart en faisant usage de conteneur(s) frigorifique(s) strictement dédié(s) au stockage de nourriture.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Qualité de l'alimentation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux.</p> <p>La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4 degrés Celsius et la recongélation de produits décongelés sont interdites.</p> <p>La préparation des repas doit préserver la qualité hygiénique et sanitaire des aliments, en évitant notamment les contaminations croisées de ceux-ci. A cet effet, le personnel chargé de la préparation de l'alimentation observe des règles d'hygiène adaptées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant la nourriture des mammifères, l'équipe d'inspection constate que les aliments sont stockés à l'abri de l'humidité. Du grain en quantité certes limitée situé au sol autour du silo fait néanmoins craindre une recrudescence de nuisibles. L'exploitant déclare avoir réglé le problème qui s'était effectivement présenté par le passé en entretenant une population de chats au voisinage de ce stockage.</p> <p>L'alimentation congelée des oiseaux est ramenée à une température acceptable au moyen d'un équipement frigorifique disposant d'une température inférieure à 4°C.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Alimentation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 22
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Distribution des aliments
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aliments et l'eau sont distribués de manière à réduire les risques provoquant leur souillure.  Les distributeurs automatiques de nourriture et l'approvisionnement automatique en eau sont contrôlés quotidiennement de manière à s'assurer de leur bon fonctionnement.  Les modes et la fréquence de distribution des aliments et de l'eau doivent être adaptés au comportement des animaux et de leur espèce, en tenant compte notamment de leur organisation sociale et, le cas échéant, de leur physiologie et de leur rythme biologique.  Aucun animal ne doit subir des restrictions alimentaires provoquées par une mauvaise adaptation de ces modes de distribution.
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection n'a pas assisté à une séance de distribution de nourriture et aucun système d'approvisionnement automatique n'est utilisé sur site, que ce soit pour les oiseaux ou pour les mammifères.  L'exploitant dispose de points d'affouragement offrant un accès exclusif aux cervidés de taille plus modeste (daims et chevreuils), afin d'éviter que les cerfs ne monopolisent la nourriture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet